

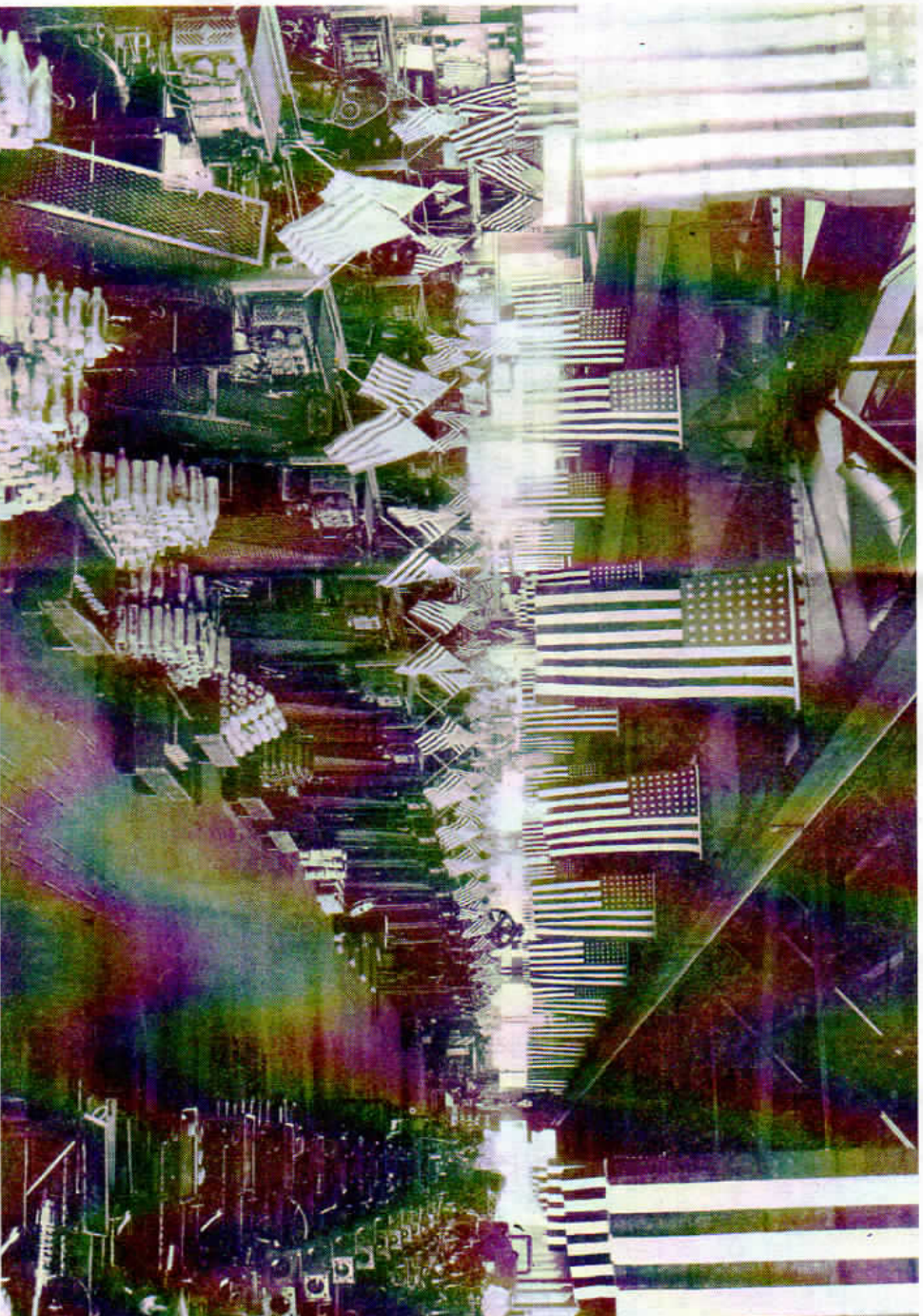
En Europe, les économies sont en berne, tandis que les productions manufacturière et industrielle des Etats-Unis progressent et que le dollar devient la monnaie de référence

La Grande Guerre et la nouvelle donne mondiale

La guerre de 14-18 n'a pas eu pour seule conséquence de provoquer des pertes humaines et des destructions matérielles. Elle a aussi modifié durablement le poids relatif des grandes économies mondiales, en accentuant la montée en puissance des Etats-Unis d'Amérique qui avaient déjà dépassé les pays européens industrialisés avant le début du conflit.

C'est ainsi que le produit intérieur américain doubla durant la guerre, et que la production industrielle des Etats-Unis atteignit l'indice 122 en 1920 et l'indice 148 en 1925 (pour une base 100 en 1913), alors qu'en Europe les produits intérieurs et la production industrielle avaient baissé de 20% à 25% en 1919, et ne retrouvèrent leurs niveaux d'avant-guerre qu'en 1924-1925. Et tandis que la part de la production manufacturière américaine passait de 35% de la production mondiale avant la guerre à 42% au milieu des années 1920, celle de l'Allemagne baissa de 16% à 11,5%, celle de la Grande-Bretagne de 15% à moins de 10%, et celle de la France de 7% à 6,6%.

Ce renforcement du poids économique des Etats-Unis s'explique par le fait qu'ils vendirent massivement à leurs alliés européens des armes, des produits manufacturés, des matières premières, des céréales, de la viande, etc., ce qui stimula leur activité avant même leur entrée en guerre et le considérable effort d'armement que celle-ci suscita en Amérique. L'excédent du commerce extérieur américain tripla entre 1914 et 1918, et les Etats-Unis devinrent le deuxième pays



Le site de fabrication de douilles des usines Bethlehem Steel Company, en Pennsylvanie, vers 1918. ANCHIMAGES

EN ALLEMAGNE, LES PRIX INTÉRIEURS FURENT

se de la lourdeur des « réparations » qui lui furent imposées par ses vainqueurs (132 milliards de marks-or). Cela déboucha sur une « hyperinflation » en 1923-1924, réduisant à néant la valeur du mark par rapport aux autres mon-

naies. La valeur du dollar passait de 5,2 à 31,40 francs (*Histoire économique de la France entre les deux guerres* vol. III, par Alfred Sauvy, Economica, 1984).

Cette forte dépréciation du franc avait plusieurs causes : le finance-

ment de la guerre, la perte de la loi du 25 juin 1928 : désormais le franc ne pouvait permettre d'obtenir que 65,5 mg d'or (contre 327,5 mg en 1914), et uniquement sous forme de lingots délivrés contre un versement de 215 000 francs. Ce choix

Cette décision fut critiquée par J.M. Keynes, car une livre forte handicapa les exportations et il fallait pratiquer des taux d'intérêt élevés pour maintenir l'attractivité de cette monnaie, pénalisant ainsi les investissements et la croissance économique mondiale.

L'économie d'après-guerre

11 novembre 1918 Armistice à Rethondes.

1922 La conférence de Gênes substitue au « gold standard » un « gold exchange standard » fondé sur la livre et le dollar.

1922-1926 Taux de croissance de la France de 5% à 6% par an en moyenne.

15 novembre 1923 En Allemagne, le reitenmark remplace le mark sur la base de 1 000 milliards de marks pour 1 reitenmark.

25 juin 1928 Le gouvernement français dévalue le franc de 80% de sa valeur.

1928-1929 Sur une base 100 en 1913, la production globale d'articles manufacturés est de 106 en Grande-Bretagne, 118 en Allemagne, 139 en France et 172 aux Etats-Unis.

24 octobre 1929 Jeudi noir. Début de la crise économique mondiale.

exportateur de produits industriels, en s'adressant aux pays du reste du monde auxquels les Européens en guerre ne pouvaient plus vendre leurs marchandises.

Cela leur permit de détenir environ 50 % du stock d'or mondial à la fin de la guerre. De plus, la flotte marchande américaine était aussi devenue la deuxième du monde derrière la Grande-Bretagne, devant celle du Japon qui devança dèsormais les flottes allemande et française (*Histoire des faits économiques, de la Grande Guerre au 11-Septembre*, de Jacques Brasseur, Armand Colin, 2003).

Les Américains, qui avaient largement eu recours aux capitaux étrangers (anglais en particulier), pour financer leur développement au XIX^e siècle, purent ainsi rembourser leurs dettes et devenir prêteurs net : alors qu'en 1914 ils affichaient sur ce plan un solde négatif de 3,7 milliards de dollars, la situation s'inversa en 1919, puis qu'ils avaient alors placé dans le reste du monde 6,5 milliards, ne recevant de l'extérieur que 3,3 milliards. Et le poids relatif du commerce entre les États-Unis et l'Europe diminua après la guerre : la part de leurs exportations vers l'Europe passa de 70 % au milieu de la guerre, à 50 % au milieu des années 1920, et celui de leurs importations en provenance d'Europe de 50 % à 30 % (*Histoire des faits économiques contemporains*, de Maurice Niveau et Yves Crozet, PUF, 2000). Même si, en valeur absolue, les échanges avec l'Europe progressèrent, ces chiffres montrent la réorientation du commerce mondial au profit des pays extra-européens, et l'indépendance croissante de l'économie américaine vis-à-vis de la vieille Europe.

Une autre conséquence majeure de la guerre fut la remise en question du cours des monnaies des grands pays industriels. L'Allemagne fut la plus touchée, en raison d'une forte création monétaire destinée à financer le conflit (la masse monétaire fut multipliée par sept entre 1914 et 1918) et à cau-

MULTIPLIÉS PAR MILLE MILLIARDS ENTRE 1919 ET 1923

naies : les prix intérieurs furent multipliés par mille milliards entre 1919 et 1923 : 1 kg de pain coûtait 600 milliards de marks fin 1923, et un dollar, qui valait 4,200 milliards en novembre 1923 ! L'Allemagne ne surmonta cette situation que grâce à l'aide internationale, à un allègement et à un rééchelonnement des « réparations », et à la création, en 1923, d'une nouvelle monnaie, le rentenmark, transformé en reichsmark en 1924, chaque unité de cette nouvelle monnaie valant mille milliards de l'ancien mark papier.

Parallèlement, la valeur de la monnaie française fut divisée par six entre 1918 et 1926 par rapport au dollar et à la livre : avant-guerre, une livre valait 25,20 francs (parce que sa parité or était six fois supérieure à celle du franc), et elle s'échangeait en moyenne contre 153 francs en 1926, tandis que la

ment inflationniste des dépenses militaires (comme dans le cas de l'Allemagne) : l'endettement extérieur de la France (qui perdit une grande partie de ses avoirs à l'étranger, principalement en Russie) ; son déficit commercial (alors que la balance commerciale française était équilibrée avant la guerre, ses importations s'élevaient à 20 milliards de francs et ses exportations à 4 milliards seulement en 1918) ; enfin, la formation du « cartel des gauches », en 1924, qui inquiéta les milieux financiers et provoqua la fuite des capitaux.

Le retour de Raymond Poincaré aux affaires en août 1926 rappara les éparpillés fortunés qui trahirent leurs capitaux, ce qui eut pour effet immédiat de stabiliser le franc. Mais, tout en restant inconvertible, il était toujours défini par son poids d'or d'avant-guerre. Poincaré mit fin à cette ambiguïté en fixant une nouvelle

n'était pas dû au hasard : la dévaluation du franc par rapport à l'or correspondait à la perte de valeur de celui-ci sur le marché des changes et permettait également de le stabiliser vis-à-vis du dollar et de la livre. On soldait ainsi les conséquences monétaires de la guerre.

Les États-Unis sortaient là encore vainqueurs de cette guerre des monnaies, puisque le dollar devenait la nouvelle devise forte, alors que les Anglais s'accrochaient à une livre surévaluée : en 1925, Winston Churchill, alors ministre des finances, rétablit la convertibilité en or de la monnaie anglaise, selon sa parité d'avant-guerre (soit 7,32 grammes d'or fin), afin que la livre puisse à nouveau valoir environ 5 dollars, alors qu'elle n'en valait plus que 3,4 en 1920, et que les Anglais avaient perdu le quart de leurs avoirs à l'étranger (utilisé pour financer leurs dépenses militaires).

PIERRE BEZBAKH

Pierre Bezbakh, maître de conférences à l'université Paris-Dauphine.

Dans les archives du « Monde » | Fragile paix

Les négociateurs du traité de Versailles eurent l'ambition de sanctionner les vaincus et de garantir la paix pour le futur. Versailles n'esquissa pas le creuset d'un avenir meilleur, mais ouvrit la boîte de Pandore des nationalismes.

EN ATTENDANT LA SUIVANTE

« Vingt-cinq mars 1919, Le "conseil des quatre" est réuni. On discute de la question hongroise. »

Woodrow Wilson : "Nous sommes les amis des Hongrois."

Georges Clemenceau : "Les Hongrois ne sont pas nos amis, mais nos ennemis."

Dialogue bref et sans fioritures, mais significatif de ce que fut la conférence de la paix et du duel qui opposa les deux principales personnalités, le président du

Conseil français, Georges Clemenceau, et le président des États-Unis, Woodrow Wilson. D'après John Keynes, le célèbre économiste, qui participa à la conférence dans la délégation britannique, d'un côté le "Bismarck français", beaucoup plus intelligent que son partenaire américain, mais cynique, de l'autre un "Don Quichotte aveugle et sourd". Formules abruptes, trop abruptes. Clemenceau était capable d'idéalisme, même s'il faisait profession de se méfier de l'idéalisme de Wilson. Wilson était capable de réalisme et d'habileté. Entre le professeur de science politique, le croyant, engagé dans l'action depuis seulement 1900, qui croit à la paix universelle mais qui connaît très mal l'Europe, et le médecin, journaliste, l'antichloral que près d'un demi-siècle de vie politique a conduit à ne croire ni

dans les hommes ni dans les bons sentiments, le courant ne passe guère.

En principe, le président Wilson avait un avantage. Les "quatorze points", cette déclaration contenue dans le message qu'il avait adressé au Congrès des États-Unis le 8 janvier 1918, avaient été acceptés – non sans restrictions mentales – par ses associés européens. Les "quatorze points" avaient aussi été le fondement de la convention d'armistice. Ce qu'avait souhaité Wilson, c'était en fait une paix de conciliation, une paix sans victoire. L'occasion était particulièrement bonne pour établir une "société des nations" qui ferait régner la paix. Clemenceau était surtout convaincu que l'Allemagne chercherait à prendre sa revanche et qu'il était indispensable que la France obtienne des garanties

majeures contre ce risque.

Les conditions imposées à l'Allemagne étaient écrasantes... L'Autriche-Hongrie, elle, disparaissait purement et simplement, laissant la place à une série d'États aussi fragiles que mal constitués.

Les hommes de Versailles étaient des hommes de bonne volonté. La Société des nations était une grande idée. Mais, en éblouissant comme principe – mal respecté d'ailleurs pour les vaincus – que tous les peuples pouvaient disposer d'eux-mêmes, ils avaient ouvert la boîte de Pandore d'où tous les nationalismes allaient s'échapper. Il était largement temps de construire les monuments qui honoreront les morts de la guerre, en attendant la suivante. ■

JEAN-JACQUES BECKER

« Le Monde » du 25 août 1994 (extraits)